
[Nouvelles capitales, déforestation et apartheid social : parallèles entre le Brésil et l'Indonésie](#)

Malgré les 17 000 kilomètres qui séparent le Brésil et l'Indonésie, les deux pays ont beaucoup en commun, comme le fait de posséder certaines des plus grandes forêts tropicales restantes dans le monde. Ils partagent également une similitude particulière : à un moment donné, pendant l'ère postcoloniale, ses dirigeants ont eu l'idée de construire une nouvelle capitale. Alors que les dirigeants brésiliens ont mis leur idée en pratique il y a environ 60 ans en construisant la capitale actuelle, Brasilia, la construction de la nouvelle capitale indonésienne est en cours. En 2019, le parlement national indonésien a commencé à concrétiser l'idée en approuvant sa construction au Kalimantan. Quels parallèles peut-on établir entre les deux projets et, surtout, quelles leçons peut-on en tirer pour les luttes sociales en Indonésie comme au Brésil ?

Une nouvelle capitale : l'argument trompeur de la rupture avec le colonialisme

Au Brésil, l'idée de construire une nouvelle capitale est aussi ancienne que l'indépendance du pays vis-à-vis du Portugal, en 1822. Les élites postcoloniales soutenaient, entre autres, que Rio de Janeiro, qui était la capitale depuis 1763, était un symbole de l'influence des colonisateurs et qu'une nouvelle capitale marquerait une rupture avec le passé colonial. Elles ont également fait valoir que la création de la capitale au centre du pays renforcerait l'unité nationale et apporterait progrès et développement à l'ensemble d'une nation où la majorité de la population vivait le long de la côte. Du fait des différends entre les élites sur le lieu où bâtir la nouvelle capitale, Brasilia n'a été construite que dans les années 1950 sous la présidence de Juscelino Kubitschek. (1)

L'Indonésie, quant à elle, est devenue indépendante des Pays-Bas en 1945. Depuis cette date, plusieurs présidents ont exprimé leur souhait de construire une nouvelle capitale loin de Jakarta. En 2019, sous la présidence de Jokowi-Ma'ruf Amin, le parlement national a approuvé le projet de Loi sur la capitale de l'État visant à construire une nouvelle capitale (Ibu Kota Nusantara - IKN) au Kalimantan oriental. Les travaux d'infrastructure ont déjà commencé. Les arguments utilisés par le gouvernement de Jokowi font apparaître des parallèles avec le discours des dirigeants brésiliens : L'Indonésie devrait avoir une nouvelle capitale qui participe de sa propre histoire, nouvelle et indépendante. Et comme on l'a fait valoir dans le cas de Brasilia, l'idée de déplacer la capitale vers le Kalimantan oriental, au centre de l'archipel, favoriserait un développement de l'ensemble du pays (2), puisque l'essentiel de sa population et de ses activités économiques se concentre actuellement sur le l'île de Java, où se trouve Jakarta.

Déforestation et énergie

Dans le cas de Brasilia, 73 % de la savane existante – cerrado en portugais – ont été détruits au cours de la construction de la nouvelle capitale : les bâtiments gouvernementaux, les zones d'affaires, résidentielles et commerciales, les infrastructures de transport nécessaires. La construction de la nouvelle capitale a toutefois déclenché un processus de déforestation de grande envergure qui se poursuit à ce jour. La construction de routes pour relier Brasilia aux différents États

de la fédération a joué un rôle crucial dans ce processus. L'autoroute Transbrasiliana, qui relie Brasilia et la ville amazonienne de Belém, capitale de l'État du Pará, a été l'une des premières routes à être construites dans le cadre du projet (3). Sa construction a entraîné la destruction d'une importante zone de forêt pour construire cette route de 2 000 km, mais elle a également désenclavé la partie orientale de la région amazonienne, exposant les communautés, en particulier les peuples autochtones et leurs territoires, à différentes formes de violence et d'activités destructrices, notamment l'extraction du bois, l'élevage bovin, les plantations de soja et d'autres monocultures, les activités minières et la construction de barrages hydroélectriques.

Ces barrages, responsables de la submersion et donc de la destruction de vastes zones forestières, sont le pilier de l'approvisionnement énergétique de Brasilia. Le barrage d'Itaipu, deuxième plus grand barrage au monde en termes de production d'électricité, assure 20 % de son approvisionnement, tandis que les 80 % restants sont fournis par le système FURNAS, qui repose également sur de grands barrages hydroélectriques.

L'Indonésie démarre le projet de sa nouvelle capitale dans un contexte très différent de celui de la construction de Brasilia. Depuis cette époque, la déforestation massive sur tous les continents a considérablement réduit la superficie couverte par les forêts (tropicales). Les dirigeants indonésiens, notamment les élites, les investisseurs internationaux et les institutions financières telles que la Banque mondiale, ont activement encouragé la destruction des forêts au nom du « développement », en particulier au Kalimantan et à Sumatra au cours des dernières décennies. La crise climatique entraîne également chaque année des impacts de plus en plus graves sur les territoires. Face à la crise climatique, les élites mondiales, les entreprises et les institutions financières ont pratiquement réinventé l'économie capitaliste dépendante des combustibles fossiles, en la présentant comme une économie dite « verte » ou « bas carbone ». Mais derrière la nouvelle image rutilante de l'économie « verte » se cache une logique d'expansion capitaliste et d'exploitation accrue des forêts, de ses peuples et de ses territoires dans le but d'augmenter les profits des entreprises et les bénéfices des élites. Bien que les combustibles fossiles soient le principal facteur des crises climatiques, c'est dans ce cadre capitaliste que les entreprises et les gouvernements formulent la plupart des politiques et engagements liés au climat et aux forêts.

Cela aide à expliquer pourquoi le gouvernement indonésien présente sa nouvelle capitale comme une ville « intelligente, verte et forestière ». Le gouvernement prétend que la nouvelle capitale (IKN) fait partie de la solution à la crise mondiale et aidera l'Indonésie à atteindre son objectif de « zéro émission nette », en utilisant des énergies renouvelables pour sa demande d'électricité et un système de transport électrique basé sur des batteries. (4)

Cependant, les 256 000 hectares prétendument nécessaires à la construction de la nouvelle capitale, qui représentent six fois la taille de l'actuelle capitale Jakarta, comprennent des zones forestières qui seront détruites. En outre, l'approvisionnement en électricité « renouvelable » proviendra d'une centrale hydroélectrique (PLTA, en bahasa indonésien) encore à construire, la plus grande d'Asie du Sud-Est, alimentée par cinq barrages sur la rivière Kayan, dans le district de Peso, Bulungan Regency, dans le Kalimantan du Nord. Selon l'ONG militante indonésienne JATAM basée dans le Kalimantan oriental : « Six villages seront victimes de ce projet hydroélectrique sur la rivière Kayan : les villages de Long Lejuh, Long Peso, Long Bia et Long Pelban sur les rives de la rivière Kayan (ainsi que des sites archéologiques dans le village de Long Pelban), Muara Pangiang et Long Lian. Deux villages seront déplacés ou évacués : les villages de Long Pelban et Long Lejuh. Des sites importants pour la communauté autochtone Bulungan et des tombeaux sacrés (Salung) dans les villages de Muara Pangean, Long Lejuh, Long Pelban et Long Lian qui sont également menacés. Le patrimoine historique de 'Lahai Bara' Bulungan, un tombeau ou un site sacré dans le village de Long

Pelban, est lui aussi menacé. » (5)

De plus, la construction de la nouvelle capitale va encore intensifier l'expansion des industries extractives destructrices. Pour les infrastructures de la nouvelle capitale, il sera nécessaire d'utiliser, outre du sable et du karst, de la « pierre d'éléphant », ce qui ne fera qu'aggraver les destructions engendrées par ce type d'exploitation minière dans le Sulawesi occidental et central. Plusieurs îles et leurs populations de la partie orientale de l'archipel subiront également les ravages provoqués par l'extraction du nickel, l'une des principales matières premières entrant dans la production des batteries des véhicules électriques. Il est intéressant de noter que ces fonderies de nickel en Indonésie fonctionnent grâce à des centrales électriques au charbon (PLTU, en bahasa indonésien). (6)

Apartheid social

Lorsque le gouvernement de Kubitchek a commencé la construction de Brasilia, il a fortement mis en avant l'argument selon lequel la nouvelle capitale représentait une terre de rêves et d'opportunités. Il a diffusé l'idée que tout le monde, indépendamment de sa classe d'origine à la naissance, partagerait le même espace. Ainsi, réaliser le rêve d'une nouvelle capitale signifierait également réaliser le rêve d'une société nouvelle et égalitaire.

Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Pour commencer, la construction de Brasilia a détruit et réduit les territoires et la végétation du cerrado dont dépendaient pour leur survie les communautés quilombolas et les peuples autochtones qui occupent l'ensemble de la région depuis des temps immémoriaux. Neuf ans après l'inauguration de la capitale, environ 79 000 personnes vivaient dans 14 600 tentes autour de Brasilia. Pour tenter d'arrêter la migration de travailleurs attirés par les opportunités que Brasilia était censée leur offrir, le gouvernement a commencé à expulser les gens de ces camps de tentes vers une zone distincte qui est devenue plus tard une nouvelle unité administrative appelée Ceilândia. Il s'agissait d'un processus comparable aux pratiques de ségrégation raciale du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

De nos jours, par rapport aux 26 autres capitales d'État brésiliennes, Brasilia est la plus inégalitaire. En 2018, les habitants de 'Lago Sul', un quartier chic accueillant un grand nombre de belles demeures, d'attractions touristiques et de restaurants coûteux, disposaient d'un revenu moyen de 7 654,91 R\$. Pendant ce temps, dans le quartier de 'Estrutural', à seulement 15 km de 'Lago Sul', le revenu moyen était de 485,97 R\$, ce qui est 16 fois moins qu'à 'Lago Sul'. Contrairement à ceux de 'Lago Sul', les habitants de 'Estrutural' doivent livrer une lutte quotidienne pour survivre. Avec des moyens de transport médiocres et coûteux pour se rendre sur leur lieu de travail, ils sont confrontés à toutes sortes de problèmes pour couvrir leurs besoins de base, tels qu'une alimentation à un prix abordable, l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'assainissement, aux services de santé, etc. (7)

Bien qu'elle n'en soit encore qu'à sa phase initiale, la construction de la nouvelle capitale indonésienne au Kalimantan semble suivre une trajectoire similaire. Elle détruit et réduit les espaces de vie du peuple autochtone Balik et d'autres communautés de la région, en particulier celles qui vivent dans la « Première couronne », la zone la plus importante de la nouvelle capitale, réservée aux hauts fonctionnaires et autres élites. Les Deuxième et Troisième couronnes seront respectivement destinées au commerce et à l'industrie et aux quartiers résidentiels. Jusqu'à présent, dans ce qui sera la Première couronne », les femmes autochtones Balik, dont la vie et les moyens de subsistance sont étroitement liés au fleuve Sepaku, ont été particulièrement impactées par les premiers travaux de construction. Des champs, des jardins et des sépultures ancestrales ont été détruits. Leur savoir-faire ancestral des toits tressés en nipa est voué à disparaître si le projet de barrages sur les rivières

pour fournir le futur approvisionnement en eau de la capitale se poursuit, en raison de la destruction des zones où pousse le palmier nipa. (8)

Qui paie la facture ?

Le seul chiffre officiel indiquant le coût de la construction de Brasilia, estimé en 1960 par le ministre des Finances du Brésil de l'époque, Eugênio Gudin, est de 1,5 milliard de dollars, ce qui équivaut à un montant d'environ 13 milliards de dollars d'aujourd'hui, soit environ 70 milliards de réals brésiliens.

Ce montant semble relativement modeste. Cependant, par rapport au produit national brut (PNB) de 1960, la construction de Brasilia a absorbé 10 % du budget national. Aujourd'hui, 10 % du PNB représenteraient environ 140 milliards de dollars ou 750 milliards de réals, un montant bien supérieur. Ce montant, néanmoins, ne donne toujours pas une image complète puisqu'une grande partie des travaux de construction ont eu lieu après 1960.

Avec une telle facture, un autre problème s'est posé : le gouvernement brésilien n'avait tout simplement pas assez d'argent pour la payer. La « solution » adoptée a été de créer plus d'argent. Ceci, à son tour, a contribué à l'un des taux d'inflation les plus élevés de l'histoire du pays, entraînant des augmentations considérables des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base. Cela a également contribué à une période d'instabilité politique qui a été le précurseur du coup d'État militaire de 1964, qui a installé une dictature qui a duré jusqu'en 1985. (9)

L'Indonésie est déjà un pays lourdement endetté. Qui paiera la facture de ce méga-projet dont le coût est estimé à quelque 32,7 milliards de dollars ? (10) Le gouvernement a promis qu'il ne prendrait en charge « que » 20 % du coût, tandis que les investisseurs paieraient le reste. Le gouvernement affirme que de nombreux investisseurs sont intéressés. Cependant, ceux-ci investiront très probablement dans le cadre de partenariats public-privé, pour lesquels le gouvernement doit jouer le rôle de « responsable du marketing des ventes », offrant des incitations fiscales et des exonérations fiscales pour garantir les rendements et les bénéfices des investisseurs. En fin de compte, le coût sera supporté par le peuple indonésien. (11)

Stop IKN, la nouvelle capitale qui va recoloniser le pays

Jusqu'à aujourd'hui, et depuis plus de 60 ans, la communauté quilombola qui a été expulsée pour la construction de Brasilia continue de lutter pour délimiter au moins une infime partie de ce qui était autrefois son territoire. (12) De même, le peuple autochtone Balik, confronté à la construction de la nouvelle capitale indonésienne, continue de faire entendre sa voix.

Dahlia est une danseuse d'une communauté Balik dans la région où la nouvelle capitale est prévue. Elle explique : « Je ne peux pas imaginer ce qui se passera lorsque le projet sera prêt à être mis en œuvre », [...] « Personne ne veut entendre nos voix. J'ai envie de pleurer et de crier. J'ai l'impression que nous sommes colonisés alors que nous sommes dans un pays libre et indépendant. » (13)

Un parallèle frappant peut être établi entre ces deux histoires de nouvelles capitales : les deux projets ne font que renforcer un État colonial, même si leurs promoteurs prétendent le contraire. Les deux projets dominent et détruisent les espaces de vie et les territoires des communautés forestières pour des intérêts économiques et politiques. Et les deux nouvelles capitales favorisent également des politiques d'apartheid social.

Cependant, les deux histoires montrent également le rôle des luttes sociales comme moyen de mettre un terme et d'effacer une histoire coloniale et d'autres oppressions structurelles, parmi lesquelles le racisme, le capitalisme et le patriarcat. Derrière les discours des présidents et la propagande mensongère sur les nouvelles capitales, les communautés des deux pays sont les protagonistes des luttes visant à défendre et récupérer leurs terres, leurs rivières et leurs forêts dont dépendent leur culture et leur identité.

Lorsque la dictature militaire brésilienne a « ouvert » le pays à partir de 1964 afin d'assurer des profits aux élites brésiliennes et tout particulièrement aux élites internationales, son projet était de « tuer » la culture et l'identité des peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles en les intégrant de force dans la société dans son ensemble, la société dite « moderne ». Mais les peuples autochtones ont continué à résister. En 1980, la première organisation autochtone a été fondée dans l'État amazonien d'Acre, sous le nom d'UNI, et environ 500 autres ont vu le jour dans les années qui ont suivi. Avec d'autres mouvements sociaux, leur résistance est devenue si forte qu'elle a renversé les militaires au pouvoir. Une nouvelle Constitution a posé les fondements de la réparation d'une petite partie de la dette historique envers les communautés autochtones et traditionnelles. Cependant, le fait qu'aujourd'hui 26 % du territoire amazonien soit contrôlé par des peuples autochtones n'est pas seulement dû à cette nouvelle Constitution. C'est avant tout le résultat des luttes sociales qui maintiennent la pression sur une structure étatique qui continue de gouverner au nom des intérêts privés des nantis et qui reste marquée par de nombreuses traces du colonialisme.

Le gouvernement indonésien n'en est qu'au tout début de la construction de sa nouvelle capitale et il est donc encore possible d'annuler le projet. Comme le montre l'exemple de Brasília, la construction d'une nouvelle capitale n'a rien à voir avec la construction d'un pays indépendant et la rupture avec l'ère coloniale. Les peuples autochtones détiennent la clé de la compréhension de ce qu'implique la rupture avec le passé colonial. Cela implique un changement fondamental dans la relation de l'État avec les habitants des territoires et avec les territoires eux-mêmes, qui doit cesser d'écouter les riches investisseurs nationaux et étrangers. Cela pourrait être un premier vrai pas vers la décolonisation du pays.

Secrétariat international du WRM

(1) Vermelho, [Brasília e a mudança da capital para o Planalto Central](#), 2010.

(2) The Guardian, [Why is Indonesia moving its capital city? Everything you need to know](#), 2019.

(3) Andrade, 2019. [Vencidas a distância e a floresta: a Transbrasiliana e a Amazônia Desenvolvimentista](#).

(4) Jatam East Kalimantan. Fiche d'information : How Indonesia's New Capital Megaproject invoked climate disaster and destroyed indigenous people and women of Suka Balik in East Kalimantan, 2022

(5) Ibid 4

(6) Ibid 4

(7) Poder360, [Brasília tem bairro com "renda europeia" e regiões tão pobres como a África](#), 2020, and [Poder360, Implantação de Ceilândia foi o apartheid de Brasília](#), 2020.

(8) Ibid 4; and Oxfam, [For richer or poorer: from Brazil to Indonesia](#), 2016.

(9) Poder360, [Construção de Brasília custou US\\$ 1,5 bilhão em valor de 1960](#), 2020, and [Caos Planejado, Brasília: uma cidade que não faríamos de novo](#), 2019.

(10) Ibid 2

(11) Ibid 4

(12) BBC News Brasil, 2018. [A história do quilombo que ajudou a erguer Brasília – e teme perder as terras para condomínios de luxo.](#)

(13) [La coercition imposée par le mégaprojet de nouvelle capitale indonésienne et le mépris de la voix du peuple Balik](#), 2022.